

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 7 décembre 1967

La séance est ouverte à deux heures et demie.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE MOYEN-ORIENT—L'ANNONCE D'EXPÉDITIONS D'ARMES PAR LA FRANCE AUX PAYS ARABES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais comme il est absent en ce moment, peut-être puis-je la poser au très honorable premier ministre. Vu l'annonce, ce matin, par le gouvernement français, qu'il avait l'intention de retirer son interdiction d'expédier des armes aux pays arabes et vu l'annonce d'expéditions d'avions et autres armes aux États arabes, en dépit du maintien de son interdiction quant à Israël, le gouvernement du Canada a-t-il l'intention de protester auprès du gouvernement de la France?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur. J'aimerais consulter le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, afin de voir si son ministère a étudié cette question. Il sera ici plus tard cet après-midi.

LE NIGÉRIA—LE CANADA COMME MÉDIATEUR DANS LA GUERRE CIVILE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): En l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'aimerais poser ma question au premier ministre. Vu la visite imminente du ministre aux Affaires étrangères du Nigéria et les bruits persistants sur le nombre effroyable des morts et des blessés que fait la guerre intestine dans son pays, le premier ministre offrira-t-il ses bons offices comme médiateur dans cette lutte au sein d'un pays du commonwealth?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je ne suis pas sûr que la médiation du Canada soit indiquée en l'occurrence. Bien entendu, nous voulons faire tout notre possible pour mettre fin à cette guerre civile. Je dois voir le ministre des Affaires étrangères du Nigéria demain. Sans doute soulèvera-t-il la question s'il désire obtenir ce genre de médiation.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'OTAN—LA REVISION DU RÔLE MILITAIRE DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre au sujet de la conférence du conseil de l'OTAN, qui aura lieu dans quelques jours. Le gouvernement canadien se propose-t-il de revoir le rôle militaire du Canada au sein de l'OTAN? Dans ce cas, compte-t-il proposer le retrait progressif des escadrons de CF-104, leur remplacement par des avions d'un autre type et enfin le transfert total ou partiel de la brigade d'infanterie dans une position de réserve?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il est de coutume, à chaque réunion annuelle du conseil de l'OTAN, de revoir non seulement le plan de défense des gouvernements mais encore les politiques des pays eux-mêmes et l'orientation à donner à l'Alliance.

C'est ce qu'on fera à Bruxelles la semaine prochaine. Je crois que le conseil sera saisi d'un rapport, appelé le rapport Harmel, d'après le ministre des Affaires étrangères de Belgique, qui a rédigé avec d'autres ce rapport sur les objectifs de l'Alliance. On en fera l'étude, de même que celle des plans militaires des gouvernements membres. A ma connaissance, le conseil n'est saisi d'aucune proposition visant à modifier radicalement les objectifs militaires et autres de l'OTAN. Il n'y a aucune raison, je pense, de s'attendre à des changements radicaux dans la contribution du Canada à l'OTAN à l'heure actuelle.

M. Douglas: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. J'aimerais demander au premier ministre si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures fera une déclaration à la Chambre, à son retour de la conférence ministérielle de l'OTAN, vu l'importance de cette conférence au point de vue financier, et aussi pour que la Chambre connaisse entièrement la politique du gouvernement en ce qui concerne l'Alliance.

Le très hon. M. Pearson: Oui, monsieur l'Orateur, je crois qu'il sera de retour à